



*Présidence française de l'Union Européenne
French Presidency of the European Union*



63^{ème} ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Assemblée plénière
Point 45 – Culture de paix

New York, le 12 novembre 2008
(Vérifier au prononcé)

**Déclaration prononcée au nom de l'Union européenne par
S. E. M. Alain JUPPÉ,
ancien Premier Ministre et Envoyé spécial du Président de
la République Française**

* * *

63RD GENERAL ASSEMBLY

Plenary Assembly
Item 45 – Culture of Peace

New York, November 12th, 2008
(Check upon delivery)

**Statement delivered on behalf of the European Union by
H.E. Mr Alain JUPPÉ,
former Prime Minister and Special envoy of the President
of the French Republic**

Monsieur le Président,

Majesté,

Mesdames et Messieurs les chefs d'Etat ou leurs représentants,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

C'est aujourd'hui une grande joie et un très grand honneur pour moi de m'adresser à vous au nom du Président de la République française, M. Nicolas Sarkozy, également Président en exercice de l'Union européenne, que j'ai mandat de représenter à cette réunion plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le dialogue inter-religieux.

Au nom de la France, il me revient tout d'abord de remercier Sa Majesté le Roi Abdallah d'Arabie saoudite, Gardien des Deux Lieux Saints, qui a, au cours des derniers mois, pris la louable initiative de susciter en plusieurs occasions un dialogue entre les religions. Le processus initié à la Mecque en juin dernier nous permet d'échanger aujourd'hui à New-York, dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies, sur ce sujet fondamental.

Sa Majesté a entendu, par son initiative, inviter les croyants à trouver dans le message de leurs fois respectives ce qui rapproche les hommes plutôt que ce qui les oppose et à porter sur les convictions des uns et des autres un regard éclairé, guidé par le respect mutuel. Nous ne pouvons que nous en féliciter. La réunion régulière de représentants des différentes religions, dans le cadre d'un dialogue inter-religieux fondé sur la confiance, encourage la tolérance dans une perspective de paix. Une telle approche contribue à sensibiliser les esprits à la dérive que constituent des violences qui, commises au nom de la foi, ne font qu'abaisser ceux qui croient l'exalter.

Ce dialogue doit donc permettre de voir se réduire les incompréhensions entre les hommes comme le fossé entre les civilisations, dont les religions peuvent être un élément essentiel de l'identité. La France lui apporte un soutien sans réserves :

- parce que son expérience propre, depuis la Révolution de 1789, lui a fait développer une conception de la laïcité qui ne vise, ni plus ni moins, qu'à organiser au sein de la communauté nationale la cohabitation pacifique de toutes les croyances et non-croyances. Le dialogue inter-religieux, s'il sait ne pas s'enfermer dans l'exclusive, est, d'un point de vue français, le prolongement utile et bienvenu à l'échelle internationale d'un acquis national jugé positif par l'immense majorité des Français et de ceux qu'ils accueillent sur leur sol.

- parce que, l'un des objectifs constants de la diplomatie française, tout particulièrement depuis les attentats du 11 septembre, a été de prévenir tous les éléments pouvant concourir à donner de la consistance à la thèse du choc des civilisations, une thèse qu'elle conteste formellement et dont le caractère auto-réalisateur pourrait avoir des conséquences désastreuses pour la paix internationale.

Monsieur le Président,

Les pays membres de l'Union européenne au nom desquels je souhaite maintenant m'exprimer ont accordé une attention particulière à l'initiative de Sa Majesté. Les Européens ont connu, tout au long de leur histoire, l'expérience souvent sanglante des guerres de religions et des haines confessionnelles. Ils ont fait le choix de promouvoir les dialogues interculturel et inter-religieux qui favorisent la connaissance et la compréhension entre les hommes. Au cœur de l'identité européenne figure l'idée de tolérance, la construction et la consolidation de la paix, qui permettent aux peuples de s'organiser en collectivités politiques respectueuses de l'identité religieuse, spirituelle et philosophique de chacun.

C'est ce message que l'Europe porte au sein de l'Alliance des Civilisations, lancée à l'initiative de l'Espagne et de la Turquie et dont elle soutient pleinement les objectifs.

Tout en considérant que la foi relève de l'identité et d'un choix individuel, les Européens sont convaincus que les communautés religieuses peuvent jouer un rôle majeur, sinon essentiel, en faveur du dialogue, de la fraternité, de la solidarité et de la paix.

Incontestablement, un tel dialogue se doit d'être aussi large que possible. Il doit pouvoir associer les représentants de toutes les religions mais aussi de toutes les traditions spirituelles, philosophiques et humanistes existantes, dans leur diversité et la multiplicité de leurs dimensions.

Le respect des valeurs et des principes universels des droits de l'Homme, à l'heure où nous nous préparons à célébrer le soixantième anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, constitue le socle indispensable sur lequel doit se bâtir et se renforcer ce dialogue. La reconnaissance de l'exercice sans restriction de la liberté de croyance, dans toutes ses dimensions, y compris le droit de changer de religion ou de développer une approche spirituelle ou humaniste en dehors de la croyance religieuse, en est un élément incontournable.

Pour dialoguer, il faut aussi être capable d'entendre les opinions contraires, voire la critique. Reconnaître le droit de s'exprimer et accepter les opinions divergentes est aussi un élément essentiel du dialogue. L'exercice de la liberté religieuse ne peut se concevoir sans celui de la liberté d'expression, y compris parfois sous l'aspect de la dérision. Elle est la condition *sine qua non* du dialogue inter-religieux. La seule limite à cette liberté est celle de définie par le droit international et l'esprit de responsabilité qui doit animer tout être humain convaincu de l'intérêt supérieur de la paix, qu'il s'agisse de la paix intérieure nécessaire à chaque société ou de la paix entre les Nations.

Ce dialogue doit enfin savoir s'affranchir de toute intervention politique. Le dialogue inter-religieux est de la responsabilité des autorités religieuses, des croyants et des représentants des traditions spirituelles, philosophiques et humanistes. Aucun mouvement, aucune association ou organisation politique n'a la légitimité nécessaire pour orienter les débats ou endosser les conclusions du dialogue inter-religieux. Le rôle des instances gouvernementales ou intergouvernementales doit se limiter à favoriser les conditions nécessaires à sa tenue.

Monsieur le Président,

M'exprimant à nouveau à titre national, je souhaite souligner que la France elle-même est particulièrement attachée à la poursuite de ce dialogue inter-religieux. Votre Majesté connaît les convictions du Président de la République française sur ce sujet. Il les a affirmées au Latran, à Rome, avant de les réitérer à Riyad, lors de son discours devant le Conseil consultatif, le 14 janvier dernier : *« Ce n'est pas le sentiment religieux qui est dangereux. C'est son utilisation à des fins politiques régressives au service d'une nouvelle barbarie. Tous ces excès, toutes ces dérives doivent-ils nous amener à condamner la religion ? J'affirme que non, car le remède serait pire que le mal. Le sentiment religieux n'est pas plus condamnable à cause du fanatisme que le sentiment national ne l'est à cause du nationalisme. »*

En France, chacun le sait, les confessions sont séparées de l'Etat. Quelles que soient leurs opinions personnelles nos autorités nationales n'expriment pas de préférence pour une croyance plutôt que pour une autre. Elles les respectent, et s'attachent à garantir que chacun puisse librement croire ou ne pas croire, que chacun puisse pratiquer son culte dans la dignité. Nous respectons ceux qui croient au Ciel autant que ceux qui n'y croient pas et nous nous efforçons de faire en sorte que chacun, qu'il soit catholique, protestant, orthodoxe, juif, musulman, bouddhiste, bahaï, athée, agnostique, libre-penseur, franc-maçon ou rationaliste, se sente heureux de vivre en France, se sente libre, se sente respecté dans ses convictions, dans ses valeurs, dans ses origines.

Ce sont ces mêmes principes qui animent l'action de mon pays sur la scène internationale et qui président aux propos que je tiens devant vous. Certes je n'ignore pas la diversité des opinions, des cultures et des croyances qui règnent de par le monde. Mais il me semble que le meilleur moyen de limiter les heurts qui surgissent entre elles est que les puissances publiques, tout en veillant avec le plus grand soin à ce que les conditions du respect mutuel entre les croyances et leur nécessaire dialogue soient réunies et préservées, ne s'immiscient en aucun cas dans ce qui constitue avant tout l'exercice d'une liberté individuelle.

Je vous remercie.

Mr. President,

Your Majesty,

Ladies and Gentlemen Heads of State or their representatives,

Ambassadors,

Today, it is both a great joy and honour for me to speak to you on behalf of the President of the French Republic, Mr. Nicolas Sarkozy, who is also the current President of the European Union, and who mandated me to represent him at this United Nations General Assembly plenary meeting on interfaith dialogue.

On behalf of France, I would first like to thank His Majesty King Abdullah of Saudi Arabia, Custodian of the Two Holy Mosques, who on several occasions in recent months took the commendable initiative of fostering dialogue between religions. The process which began in Mecca last June allows us today in New York at the United Nations General Assembly to exchange views on this crucial issue.

Through his initiative, His Majesty called upon believers to find common ground rather than divergence in their respective religions, and took an enlightened view of all beliefs, guided by mutual respect. We warmly welcome this initiative. Within the framework of an interfaith dialogue based on trust, the regular meeting of representatives from different religions encourages tolerance with a view to peace. This approach helps raise awareness of the ongoing problem of violent acts perpetrated in the name of faith, but which in reality bring shame on the religion they intend to exalt.

Interfaith dialogue should therefore help reduce misunderstandings between peoples and bridge the gap between civilizations whose religions can play a key role in their identity. France fully supports this dialogue:

- because of its own experience since the 1789 Revolution, in which it developed a concept of secularism solely aimed at organizing the peaceful coexistence of beliefs and non-beliefs within the national community. From a French standpoint, if interfaith dialogue does not retreat into exclusion, it is the useful and welcome international extension of a national asset which has the support of the vast majority of French people and of those who have made France their home.

- because one of the permanent goals of French diplomacy, especially since 9/11, is to prevent a series of factors from coming together which would give substance to the idea of a clash of civilizations. France formally challenges this idea, which has a self-fulfilling nature that could have disastrous consequences for international peace.

Mr. President,

The European Union Member States on whose behalf I would now like to speak paid great attention to His Majesty's initiative. Europeans, who have a long and often bloody history of religious wars and hatred, have decided to encourage intercultural and interfaith dialogue because it promotes human knowledge and understanding. The notions of tolerance, and building and consolidating peace lie at the heart of European identity, as they allow people to organize themselves into political collectives that respect the religious, spiritual and philosophical identities of one and all.

This is the message that Europe conveys within the Alliance of Civilisations initiated by Spain and Turkey, and Europe fully supports the objectives of this initiative.

Although Europeans believe that faith is a question of individual identity and choice, we are convinced that religious communities can play an important, if not essential, role in furthering dialogue, fraternity, solidarity and peace.

Such dialogue should obviously be as broad as possible. It must be able to reach out to representatives of all faiths and all existing spiritual, philosophical and humanistic traditions, in all their diversity and their many aspects.

As we prepare to celebrate the 60th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, compliance with the values and principles of these rights is a vital pillar on which this dialogue should be built and improved. The issue of recognizing unrestricted freedom of faith in all its forms, including the right to change faiths and develop a spiritual or humanistic approach outside of religious belief, is an essential part of this dialogue.

To engage in successful dialogue, parties must be prepared to face contrasting views and even criticism. Recognizing the right to express an opinion and accept differing opinions is also an essential part of dialogue. Freedom of religion cannot be achieved without freedom of speech, even if it is sometimes used to express derision. Freedom of speech is the essential condition for interfaith dialogue. The only limits on this freedom are international law and the spirit of responsibility which should be the guiding principle for all people who believe in the supreme interest of peace, whether it be the internal peace which each society requires, or peace between nations.

Lastly, this dialogue should be free from all political involvement. Interfaith dialogue is the responsibility of the religious authorities, believers, and representatives of spiritual, philosophical and humanistic traditions. No political movement, association or organization has the right to shape debates or endorse the conclusions of any interfaith dialogue. The role of governmental or intergovernmental authorities should simply be to help create an environment in which such dialogue can take place.

Mr. President,

Returning now to my national capacity, I would like to emphasize that France is itself particularly committed to interfaith dialogue. Your Majesty is aware of the French President's views on the matter, which he expressed at the Basilica of St. John Lateran in Rome, and reiterated in his speech on 14 January last before the Consultative Council in Riyadh: "*The danger is not posed by religious sentiment in itself, but rather when this sentiment is used as a regressive political tool to commit barbarities. These excesses and abuses do not mean that we should condemn religion, as this would be tantamount to the cure being worse than the disease. Religious sentiment can no more be condemned because of fanaticism than national sentiment can be condemned due to nationalism.*"

As everyone knows, in France, the Church and the State are separate entities. Regardless of their personal views, our national authorities do not express preference for one faith over another. They respect all faiths, and are committed to ensuring that each French citizen can freely choose whether to practise a faith or not, and that those who do can do so in a dignified manner. We respect those who believe just as much as those who do not, and we strive to ensure that each person, whether they be Catholic, Protestant, Orthodox, Jewish, Muslim, Buddhist, Bahá' í, atheist, agnostic, a freethinker, Freemason or rationalist, feels happy living in France, feels free, and that their beliefs, values and origins are respected.

It is these very principles which guide France's work in the international arena and which guide my speech today. I am, of course, aware of the wide diversity of perspectives, cultures and beliefs around the world, but in my opinion, the best way to limit the conflict which arises between them is for authorities to deliberately avoid becoming involved in all matters to do with exercising individual freedom, while carefully ensuring that interfaith dialogue continues to be engaged in a spirit of mutual respect.

Thank you very much./.